

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Vendredi 31 octobre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Pages

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192 et A/C.2/L.155) [suite]	39
a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1);	
b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;	
c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194);	
d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1)	
Hommage rendu à M. Santa Cruz à l'occasion de son départ	46

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192 et A/C.2/L.155) [suite]

- a) **Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1);**
- b) **Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;**
- c) **Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194);**
- d) **Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1)**

[Point 25 *]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. BETETA (Mexique) remercie tout d'abord le représentant des Etats-Unis d'Amérique d'avoir, au cours de la 198ème séance, reconnu que les Mexicains avaient réussi à élever leur niveau de vie, en partie avec l'aide du capital étranger, mais surtout grâce à leurs propres efforts.

2. Comme la plupart des délégations, la délégation du Mexique a la conviction que la stabilité et le développement pacifique de l'économie mondiale dépendent essentiellement de la solution qui sera apportée au problème du développement économique des pays insuffisamment développés.

blème du développement économique des pays insuffisamment développés. Elle reconnaît la nécessité d'étudier ce problème sur le plan international, car les erreurs que commet un pays, ou les calamités qui le frappent, ont des répercussions qui affectent tous les autres pays du monde.

3. Il est une considération sur laquelle la délégation du Mexique croit devoir insister: le développement économique des pays insuffisamment développés doit se fonder avant tout sur l'utilisation rationnelle et efficace des ressources nationales et l'assistance étrangère ne doit être qu'un élément auxiliaire de l'action entreprise sur le plan national. Le Mexique, pour sa part, a dû recourir à l'assistance financière et technique de l'étranger, mais il ne l'a fait et il ne continuera à le faire qu'avec mesure et de façon judicieuse. Le Gouvernement mexicain, depuis la révolution de 1910, a veillé avec un soin de plus en plus jaloux à ce que les prêts reçus de l'étranger n'entraînent pas, comme auparavant, de limitation de la souveraineté nationale et n'aient pas pour effet de subordonner les intérêts de la nation à ceux de Puissances étrangères. C'est en ayant cette considération présente à l'esprit qu'en septembre dernier, lors de la réunion annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, le Gouvernement mexicain a donné son agrément aux conditions dans lesquelles la Banque internationale accorde des prêts. La Banque, en effet, ne cherche pas à spéculer sur les fonds qu'elle avance et n'agit qu'en plein accord avec le gouvernement intéressé.

4. Le Mexique attache une grande importance au fait que le gouvernement intéressé doit toujours signifier

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

son accord pour la détermination du secteur dans lequel les capitaux étrangers seront investis. Cela ne signifie pas qu'il sous-estime le rôle que peut jouer l'initiative privée, qu'il a toujours respectée: la preuve en est la liberté dont jouissent les entreprises privées mexicaines et le traitement qui est réservé aux entreprises étrangères au Mexique, lorsqu'elles sont respectueuses de la loi nationale. Si le Gouvernement mexicain contrôle les investissements étrangers, c'est parce qu'il est convaincu que, pour sauvegarder sa liberté en matière de change et pour tirer le meilleur parti des investissements étrangers, il doit utiliser les devises dont il peut disposer dans les secteurs de l'économie les plus importants du point de vue du développement du pays. C'est ainsi que les crédits ouverts par la Banque internationale ont servi surtout à financer des programmes d'électrification qui ont permis de créer ou de développer des usines, d'irriguer des régions désertiques et de fournir l'électricité à des communautés rurales isolées.

5. Tout pays en voie de développement subit inévitablement des transformations qui affectent ses relations économiques avec l'extérieur et, par conséquent, sa balance des paiements. En effet, le développement économique s'accompagne généralement d'un accroissement marqué des importations, car le pays doit procéder à des importations massives de biens d'équipement pour renforcer sa capacité de production; d'autre part, les progrès accomplis et l'élévation du niveau de vie qui en résulte accentuent la demande de biens de consommation et le marché interne, dénué encore de la souplesse nécessaire, ne peut la satisfaire entièrement; une telle situation tend à rompre l'équilibre de la balance des paiements.

6. Le Mexique n'ignore pas que le capital privé étranger peut aider à rétablir l'équilibre perdu, mais il sait le danger que présente pour tout pays en voie de développement un afflux non contrôlé de capitaux privés étrangers. Les investissements privés sont toujours inspirés par l'esprit de lucre; ils s'effectuent dans les secteurs de l'activité économique où ils sont assurés d'obtenir les profits les plus élevés et les plus immédiats, et non dans ceux où ils peuvent contribuer le plus au progrès du pays en question. C'est pourquoi le Mexique, sans manifester d'hostilité ni entretenir de préjugés à l'égard du capital privé étranger, a toujours exigé de lui qu'il respecte scrupuleusement la législation nationale et ne lui a jamais accordé de privilège spécial.

7. Cependant, le Mexique ne s'est pas opposé à l'idée de créer une société financière internationale qui canaliserait les investissements de capitaux privés sans aucune intervention directe du gouvernement ou de la banque centrale du pays importateur, car il estime que les Membres des Nations Unies doivent tenir compte des désirs et des intérêts des autres membres de la communauté internationale. La délégation du Mexique tient néanmoins à déclarer qu'elle ne pense pas que les investissements privés soient le moyen idéal, ou le plus efficace, que l'on pourrait utiliser pour résoudre un problème aussi vaste que celui du développement économique des pays insuffisamment développés. La délégation du Mexique se réserve de revenir sur le problème, le cas échéant, lors de l'examen des questions de détail.

8. M. Beteta termine en parlant des allusions aux pays qui ont accepté des investissements étrangers qui

ont été faites, au cours de la discussion générale, sans viser le Mexique en particulier. Il peut dire, en ce qui concerne son pays, que ni la Banque internationale, ni aucune autre institution internationale ou nationale, publique ou privée, n'a jamais offert à son pays de fonds destinés à d'autres fins que de financer des projets librement choisis par lui; dans chaque cas, le Mexique n'a accepté de fonds qu'après avoir soigneusement étudié les obligations qu'il assumait et en tenant compte avant tout de l'intérêt national. Aucune institution n'a jamais émis la prétention — que le Mexique n'aurait d'ailleurs jamais acceptée — de s'immiscer dans les affaires qui concernent exclusivement le peuple et le Gouvernement du Mexique.

9. M. SANTA CRUZ (Chili) rappelle que sa délégation a exposé à maintes reprises devant l'Assemblée générale et le Conseil économique et social ses vues sur le développement économique des pays insuffisamment développés. Elle a insisté sur le fait que la situation économique de ces pays était précaire, le niveau de vie de leur population déplorable, et que la communauté internationale devait, en adoptant un programme nouveau et hardi, tenter de remédier à cet état de choses.

10. La délégation du Chili a plaisir à constater que les délégations des pays d'Asie et d'Amérique latine, ainsi que celles des pays arabes, ont tenu compte des vues qu'elle expose depuis cinq ans. Au cours de la discussion générale en séance plénière, le représentant du Chili a souligné que la prospérité des pays développés contrastait avec l'appauvrissement progressif des pays insuffisamment développés¹. Le Secrétaire d'Etat des États-Unis a laissé entendre, au cours du même débat, qu'il partageait ce point de vue². Il a fait état de l'élévation constante du niveau de vie que l'on enregistre dans les pays industrialisés et a dit qu'elle s'accompagnait d'une répartition plus équitable des revenus. Par contre, dans les pays insuffisamment développés la situation est moins bonne qu'il y a dix ou vingt ans. Le rapport des échanges avec les pays développés est devenu plus défavorable encore pour eux. La différence entre les pays développés et les pays insuffisamment développés n'a fait que s'accroître.

11. Une telle situation ne peut engendrer que des conflits sociaux et des guerres. Pour lui porter remède, il faudrait entreprendre une action dont les objectifs seraient plus ambitieux que ceux du programme d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies. Il est impossible d'élaborer un programme de développement économique sans modifier les méthodes actuelles de production, de répartition et de fixation des prix en ce qui concerne les matières premières, qui sont les principales ressources des pays insuffisamment développés. Le problème des matières premières est un problème capital pour les pays producteurs aussi bien que pour les pays acheteurs.

12. Pour le moment, la Commission doit se contenter d'examiner le programme dont la mise en œuvre a été entamée. Elle peut recommander l'adoption de nouvelles normes et de nouvelles méthodes en vue de l'élaboration d'un programme plus hardi, mais ce programme ne pourra être adopté que lorsque les pays industrialisés auront pris pleinement conscience des responsabilités de la communauté internationale.

¹ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Séances plénières*, 379^e séance.

² *Ibid.*, 380^e séance.

13. Abordant la question du financement du développement économique des pays insuffisamment développés, M. Santa Cruz rappelle que, par sa résolution 520 A (VI), l'Assemblée générale a demandé au Conseil économique et social de lui soumettre, lors de sa septième session, un plan détaillé pour la création, aussitôt que les circonstances le permettront, d'un fonds spécial en vue de l'octroi, aux pays insuffisamment développés, de subventions et de prêts à faible intérêt et à long terme pour les aider à accélérer leur développement économique. Par son rapport annuel et la résolution 416 A (XIV), le Conseil a fait savoir qu'il n'avait pas été en mesure de remplir son mandat et a proposé d'inviter le Secrétaire général à désigner les membres d'un comité qui établirait le plan détaillé demandé. La délégation du Chili a été l'un des auteurs de la résolution 520 A (VI) de l'Assemblée générale; elle a également participé à l'élaboration de la résolution 416 A (XIV) du Conseil, bien qu'elle ne fût plus membre de cet organe.

14. La délégation du Chili a déposé un projet de résolution (A/C.2/L.154 et Corr.1), par lequel elle signale que le document de travail (E/2234) établi par le Secrétaire général peut servir de base à l'établissement du plan détaillé et elle invite le Conseil économique et social à examiner de très près le plan détaillé qui lui sera présenté par le comité d'experts envisagé.

15. M. Santa Cruz fait observer que l'idée de créer un fonds spécial reçoit l'approbation de pays de plus en plus nombreux. La Suède, en particulier, s'est ralliée à cette idée en constatant l'insistance avec laquelle les pays insuffisamment développés la défendent. Le Brésil, dont les autres pays de l'Amérique latine avaient jusqu'alors déploré l'abstention, approuve également l'idée et a même annoncé le dépôt d'un projet de résolution en ce sens. Le Royaume-Uni, qui s'était toujours opposé à l'idée de la création d'un fonds spécial ou d'une autorité internationale de développement économique en affirmant qu'elle manquait de réalisme, semble sur le point de modifier son attitude. Au cours d'une séance de la Chambre des communes, en juin 1952, Sir Richard Acland a fait un long exposé sur le développement économique des pays insuffisamment développés et a reproché au Gouvernement travailliste, lorsqu'il était au pouvoir, de n'avoir pas suffisamment appuyé cette idée. Au cours de leur Congrès de Milan, les partis socialistes d'Europe occidentale se sont prononcés en faveur d'un programme d'aide aux pays insuffisamment développés dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. Dans son ouvrage intitulé *Citizens of the World*, M. Stringfellow Barr a préconisé la création d'une autorité internationale de développement économique qui s'inspirerait de principes analogues à ceux qui régissent la Tennessee Valley Authority; il fait mention des débats des Nations Unies sur cette question et a déclaré partager l'opinion des pays insuffisamment développés.

16. Ainsi, les idées que la délégation du Chili défend depuis longtemps reçoivent peu à peu l'approbation de l'opinion publique mondiale. On reconnaît qu'il n'est pas d'autre solution au problème du développement économique. Dans la déclaration qu'il a prononcée à la 198ème séance de la Commission, le représentant des Etats-Unis a signalé les efforts accomplis dans ce domaine par son pays et a donné l'impression que le problème serait prochainement résolu. Les initiatives prises par certains pays montrent que la communauté

internationale prend peu à peu conscience de ses responsabilités.

17. Il faut reconnaître cependant qu'au cours des dernières années, le montant des investissements internationaux, publics et privés, a été insuffisant. La Banque internationale ne peut pas, aux termes de ses statuts, consentir des prêts à faible intérêt et à long terme destinés à financer les projets non amortissables qui sont d'une importance fondamentale pour le développement économique. Le montant des investissements, depuis la dernière guerre, a été inférieur à ce qu'il avait été entre 1920 et 1930. Enfin, l'assistance technique ne suffit pas pour assurer un développement économique permettant de répondre aux besoins essentiels des pays insuffisamment développés.

18. Devant l'Assemblée générale, le représentant du Chili a exposé les principes à adopter pour la mise au point d'un programme de développement économique³. En premier lieu, ce programme doit être élaboré et mis en œuvre dans l'intérêt de tous les pays et non d'un pays déterminé. Ensuite, il faut assurer sur le plan interrégional la coordination des mesures de développement économique. Enfin, ce programme doit être mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies et il conviendrait de réserver aux commissions économiques régionales un rôle plus important.

19. Plusieurs pays insuffisamment développés s'inquiètent de constater que certaines initiatives prises vont à l'encontre des principes défendus par l'Organisation des Nations Unies, selon lesquels un programme de développement économique doit viser au plein emploi et à l'élévation des niveaux de vie. Les pays membres du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée européenne se sont préoccupés du déficit en dollars et du déséquilibre de la balance des paiements des pays d'Europe occidentale. Très récemment, le Conseil de l'Europe, présidé par le Ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni, a déclaré que ces facteurs de déséquilibre économique régional pouvaient provoquer un déséquilibre mondial. L'Assemblée européenne a adopté une résolution ayant en vue une mise en commun des ressources de l'Europe occidentale, le développement économique des territoires d'outre-mer et l'institution d'un régime douanier préférentiel entre le Commonwealth britannique et les pays d'Europe occidentale et leurs colonies. Ce programme a pour objet d'augmenter la production de matières premières dans les territoires coloniaux afin de réduire les importations en provenance de la zone dollar.

20. Le représentant du Chili souligne que le fait de resserrer les relations économiques à l'intérieur d'une région et d'effectuer l'intégration économique d'un groupe de pays dont les ressources sont complémentaires n'équivaut pas à la création d'un système économique équilibré. L'Europe ne peut exécuter le vaste programme qu'elle envisage sans prendre en considération ses relations avec les autres régions et sans se demander si ce programme ne ferait pas obstacle à l'exécution d'autres programmes. A cet égard, il suffit de se rappeler que l'isolement de l'URSS et des autres pays communistes a de très dangereuses conséquences. Il serait néfaste de constituer ainsi, dans le monde, des blocs de pays isolés du point de vue économique.

21. M. Santa Cruz ne pense pas que les pays européens aient l'intention de maintenir l'exploitation de

³ Ibid., 379ème séance.

mondiales, mais qu'elle ne s'est produite qu'exceptionnellement.

40. Touchant le rapport entre les prix des produits de base et ceux des produits manufacturés, l'orateur déclare que l'aggravation progressive de ce rapport provoque l'appauvrissement continu des régions insuffisamment développées et que le moyen le plus simple de remédier à cette situation est d'industrialiser ces régions, de les libérer de la sujétion économique et de leur ouvrir le chemin du bien-être et du progrès.

41. M. Bunge analyse ensuite l'attitude qu'adoptent aujourd'hui les Puissances industrielles, qui invoquent les besoins de la défense internationale et la nécessité de résoudre leurs propres problèmes pour mettre en vigueur des mesures destinées à provoquer la chute des prix des matières premières. Le représentant de l'Argentine souligne le caractère paradoxal de l'attitude de ces nations qui, d'une part, proclament leur désir de favoriser le progrès économique des pays insuffisamment développés et, d'autre part, se lancent dans une course de restrictions et de mesures de contrôle de l'activité économique qui provoque l'aggravation accélérée du rapport des échanges. A ce propos, il cite des chiffres pour montrer comment ce rapport s'est aggravé pour les pays producteurs de matières premières à partir du deuxième trimestre de 1951. Sur la base des prix en vigueur aux Etats-Unis en septembre 1952, les matières premières ont subi les baisses ci-après par rapport aux prix maximums atteints au début de la guerre de Corée: plomb 21 pour 100, étain 34 pour 100, huile de coton 43 pour 100, laine 52 pour 100, graisse de porc 55 pour 100, cuir 59 pour 100, toile à sac 60 pour 100 et caoutchouc 68 pour 100. Par contre, les prix des machines ont poursuivi leur courbe ascendante. Pour illustrer sa démonstration, M. Bunge compare de façon détaillée le mouvement du prix de la laine et celui du prix des tracteurs. Soulignant les effets de ce déséquilibre des prix sur l'économie des pays insuffisamment développés, l'orateur rappelle qu'en 1951, les pays appartenant à cette catégorie ont exporté ensemble l'équivalent de 24.155.400.000 dollars et qu'une altération de 10 pour 100 du rapport des prix entraîne une diminution égale à l'énorme somme de 2.415.540.000 dollars dans le pouvoir d'achat de ces pays, et une diminution encore plus grande de leur revenu.

42. Revenant au phénomène de la concentration des investissements dans les pays très industrialisés, M. Bunge cite des chiffres qui montrent qu'aux Etats-Unis les investissements effectués sur le marché intérieur ont été, en 1951, quarante fois supérieurs aux investissements à l'étranger.

43. Il déclare ensuite que le contrôle du prix des matières premières imposé depuis le déclenchement du conflit de Corée a été injuste parce qu'il n'a pas tenu compte du processus séculaire d'aggravation du rapport des échanges et parce qu'il a subordonné les programmes de développement économique aux nécessités de la mobilisation en vue de la défense.

44. Sur ce point l'orateur poursuit en disant que l'action nationale et internationale des grandes Puissances industrielles a eu pour effet de consolider et de favoriser l'économie des pays développés au préjudice des pays insuffisamment développés. A ce propos il critique les travaux de la Conférence internationale des matières premières qui s'est inspirée de ce point de vue

discriminatoire et dont les vices constitutionnels et de fait ont été dénoncés par la délégation de l'Argentine en séance plénière de l'Assemblée⁴.

45. M. Bunge passe ensuite à l'examen d'une autre tendance qui réfute dans la pratique la notion théorique de la division du travail international soutenue par les pays industriels: il s'agit de la tendance qui consiste à remplacer les matières premières importées par des produits synthétiques de fabrication nationale. Comme exemple il cite les efforts du Gouvernement des Etats-Unis pour développer la production des fibres synthétiques en remplacement de la laine. S'il est exact qu'on ne peut mettre d'obstacle au progrès technique, il est incontestable aussi, déclare M. Bunge, qu'il convient de tenir compte des intérêts légitimes des pays producteurs de matières premières naturelles. Ces mesures, jointes à des tarifs douaniers élevés, des subventions à l'exportation et des restrictions qualitatives à l'importation, conduisent à une politique d'autarcie qui est entièrement contraire aux postulats théoriques de la liberté du commerce international et de l'aide aux pays insuffisamment développés.

46. Résumant son exposé, le représentant de l'Argentine aboutit aux conclusions suivantes: il importe de favoriser l'industrialisation des pays insuffisamment développés; il faut adopter des mesures qui assurent un rapport des échanges équitables et qui garantissent de justes prix pour les matières premières, de façon que les pays producteurs obtiennent les ressources financières nécessaires pour mener à bien leur industrialisation; il faut aussi éviter que les bénéfices d'une plus grande productivité et les recettes provenant des exportations de ces pays ne soient transférés dans les centres industriels; il convient, enfin, que les pays industriels abandonnent les pratiques nationales et internationales qui conduisent à une aggravation du rapport des échanges.

47. M. Bunge affirme que l'on ne doit pas subordonner les mesures destinées à favoriser le développement économique aux nécessités de la défense collective et qu'il faut à l'avenir accorder la priorité à tous les programmes de développement économique, parce que la misère est un facteur négatif dans le maintien de la paix mondiale.

48. Enfin, M. Bunge déclare qu'il ne faut pas confondre indépendance et autarcie. L'indépendance économique est la condition matérielle et essentielle de la souveraineté politique et se traduit par la liberté de chaque pays de décider ce qui convient le mieux à son développement économique et à une répartition plus juste de la richesse. L'indépendance économique est la condition essentielle de l'industrialisation des pays insuffisamment développés et de la diversification de leur production. La réforme agraire est une autre condition indispensable du développement économique.

49. En terminant M. Bunge annonce que sa délégation saisit la Commission d'un projet de résolution sur le financement du développement économique (A/C.2/L.162).

50. M. LONDOÑO PALACIOS (Colombie) déclare que la délégation de la Colombie, qui a suivi avec attention les interventions qui ont précédé la sienne, partage dans l'ensemble les idées qui ont été exprimées au sujet des quatre questions groupées sous le point de l'ordre du jour en discussion.

⁴ *Ibid.*, 380ème séance.

51. Pour sa part, la délégation de la Colombie voudrait profiter de l'occasion pour exprimer son approbation du rapport que le Conseil économique et social a soumis à l'Assemblée générale (A/2172) et, en particulier, du chapitre III de ce rapport.

52. La Colombie, qui, dans le passé, a fait appel à certaines institutions de crédit internationales, notamment l'Import-Export Bank et la Banque internationale, se croit bien placée pour apprécier le rôle que peuvent jouer les organisations internationales dans le développement économique des nations. Les prêts dont elle a bénéficié lui ont permis de mettre en œuvre un programme d'industrialisation et de travaux publics dont l'exécution aurait sans doute été retardée de quelques années au moins si elle avait dû compter uniquement sur les recettes fiscales ordinaires du pays.

53. Le développement économique de la Colombie doit beaucoup, aussi, au concours technique de la Mission de la Banque internationale que dirigeait M. Laughlin Currie. Cette mission a fait une étude approfondie de la situation économique et sociale et formulé ensuite diverses recommandations. Désireux de tirer le plus grand parti possible du rapport de la Mission, le Gouvernement colombien a confié à une Commission composée d'économistes et d'hommes d'Etat colombiens le soin d'analyser ces recommandations et d'étudier la possibilité de les mettre en œuvre, en tenant compte à la fois des ressources économiques et fiscales du pays et des fonds que la Colombie pourrait se procurer auprès de la Banque internationale et auprès d'autres organismes de financement. Cette Commission du développement économique a siégé de septembre 1950 à juillet 1951 et elle a soumis au gouvernement dix-huit rapports traitant des principaux secteurs de l'économie nationale. Saisi de ces rapports, le gouvernement a créé une Commission du plan qu'il a chargée de contrôler et de coordonner les efforts entrepris en vue d'encourager et d'accélérer le développement de l'économie colombienne.

54. M. Londoño Palacios est extrêmement heureux de pouvoir annoncer que ces mesures ont porté fruits. Le Gouvernement colombien a pu prendre, dans le cadre d'un plan d'ensemble, toute une série de décisions, notamment en matière de crédit intérieur, de tarifs douaniers, de diversification des exportations, de suppression des contrôles et d'importation de capitaux étrangers; ces décisions ont déjà exercé un effet salutaire sur l'économie nationale.

55. L'œuvre de réajustement économique et de planification ordonnée et pratique qui a déjà été accomplie a permis de mettre en train de nouveaux projets qui gagnent chaque jour en importance; l'exécution de certains de ces projets qui ont trait à des ouvrages d'irrigation, à l'extension du réseau routier et ferroviaire, à la construction de logements pour les ouvriers et les paysans, à la distribution et à la mise en culture des terres arides, à l'électrification des campagnes, à l'amélioration de l'enseignement et des conditions sanitaires, bat maintenant son plein et contribue chaque jour davantage à élever le niveau de vie de la population et à accroître son bien-être. D'autre part, la législation fiscale a également été améliorée, ainsi que les modalités de perception des impôts, ce qui a permis au Gouvernement colombien, au cours des six dernières années, de quintupler son budget, qui est maintenant de l'ordre de 700 millions de pesos. L'impulsion ainsi donnée au

développement économique a entraîné la nécessité de trouver de nouvelles ressources en vue d'assurer l'exécution des travaux que réclame, à juste titre, un peuple devenu ambitieux et qui consacre toute sa patiente énergie à accroître sa prospérité dans le cadre de libres institutions démocratiques.

56. Convaincue par les résultats obtenus dans son propre pays grâce aux capitaux et à l'assistance technique de l'étranger, la délégation de la Colombie appuiera sans réserve toute proposition visant, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, à financer le développement des pays insuffisamment développés, à accroître leur productivité, à leur accorder une assistance technique et à encourager la réforme agraire. La délégation de la Colombie ne sous-estime nullement ce qui a déjà été accompli jusqu'ici dans ce domaine, mais elle pense qu'il faudrait trouver le moyen de multiplier les sources de crédit et d'en faciliter l'accès aux pays qui ont besoin d'une aide financière extérieure.

57. M. Londoño Palacios rappelle que le Gouvernement de la Colombie et le secteur privé de l'économie ont déjà fait de grands efforts pour diversifier les exportations du pays. On n'ignore pas que, jusqu'à présent, le café a représenté 92 pour 100 des exportations colombiennes; cependant, le pays pourrait exporter aussi du pétrole, du sucre, du riz, du bois, de l'or, du bétail, du charbon, de l'alcool, des matières premières et même des produits manufacturés. La Colombie est résolue à faire l'effort nécessaire, sur le plan technique comme sur le plan financier, pour empêcher que son économie ne repose sur l'exportation d'un seul produit dont le prix est à la merci des fluctuations du marché mondial, et pour pouvoir profiter des richesses naturelles dont la Providence l'a dotée.

58. Cet aperçu de l'économie colombienne serait incomplet si l'on ne mentionnait pas que la balance des paiements du pays est pratiquement équilibrée, que le montant des transactions pour l'année 1951 a dépassé 2 milliards de dollars, et que les paiements à l'extérieur, qui s'élèvent chaque année à 500 millions de dollars environ, ne sont soumis à aucune restriction ni à aucun délai.

59. La délégation de la Colombie se plaît à reconnaître que, dans sa quête de capitaux et de techniciens étrangers, la Colombie a trouvé auprès des Etats-Unis d'Amérique un grand esprit de compréhension ainsi qu'un désir sincère de lui venir en aide. M. Londoño Palacios tient à souligner aussi l'appui technique et financier que son pays a trouvé en Europe lorsqu'il a voulu créer et mettre en exploitation la grande entreprise sidérurgique de Paz del Rio et il espère que ses liens avec l'ancien continent continueront à se resserrer.

60. La délégation de la Colombie a pris acte avec une très vive satisfaction de la déclaration faite au cours de la 198ème séance devant la Deuxième Commission par le représentant des Etats-Unis d'Amérique, qui a dit que le gouvernement et le peuple de son pays reconnaissent qu'il restait encore beaucoup à faire, en dépit de tout ce qui avait été accompli au cours de ces dernières années, et qu'ils étaient décidés à collaborer au développement de l'économie mondiale afin d'"aider les peuples qui s'aident eux-mêmes". Elle a aussi accueilli avec joie la déclaration selon laquelle l'entreprise privée peut également jouer son rôle dans l'œuvre de développement économique des nations. Elle estime, en effet, qu'il convient non seulement d'accorder une aide technique et financière aux projets publics, mais aussi

d'offrir des facilités à toutes les entreprises dues à l'initiative privée qui contribue d'une manière si efficace à consolider les progrès économiques, à fortifier l'économie privée, à améliorer les conditions d'existence des classes les moins favorisées et à résoudre sans heurts les problèmes sociaux et économiques dont les peuples libres et soucieux de la dignité humaine préfèrent attendre la solution du libre jeu des forces économiques.

61. M. Londoño Palacios rappelle que, dans son pays comme dans d'autres parties du continent sud-américain, les deux tiers des investissements étrangers sont consacrés à l'exploitation du pétrole et des mines d'or ou de platine. 129 millions de dollars seulement sont investis dans l'agriculture, l'industrie, les transports, la banque, l'électricité et diverses entreprises commerciales. Afin d'encourager le capital étranger, la Colombie a pris de nombreuses mesures législatives visant à garantir l'exportation des dividendes ainsi que le droit, pour les capitaux investis, de sortir du pays aussi facilement qu'ils y sont entrés. Tous ceux qui ont collaboré au développement économique de la Colombie savent quel accueil aimable est réservé, dans ce pays où la tradition démocratique est vieille de 140 ans, à ceux dont l'activité est honnête et progressive, et combien on y respecte la parole donnée.

62. La Colombie croit aux bienfaits de la liberté économique et aux avantages du libre jeu de l'entreprise privée; c'est pourquoi elle a accueilli avec enthousiasme l'initiative tendant à la création d'un nouvel organisme international chargé de financer les entreprises privées. La délégation colombienne collaborera dans toute la mesure de ses moyens à l'étude de ce projet.

63. Pour terminer, M. Londoño Palacios affirme la détermination de sa délégation de soutenir toute mesure tendant à favoriser le développement économique des pays insuffisamment développés, à faciliter l'apport de capitaux publics et privés et à étendre les services d'assistance technique des Nations Unies; il forme le vœu que l'Organisation des Nations Unies voie bientôt ses efforts aboutir à des réalisations capables d'assurer le bien-être de tous les peuples dans le respect de la dignité, seul fondement d'une paix véritable.

Hommage rendu à M. Santa Cruz à l'occasion de son départ

64. M. CHAUVET (Haïti) rend hommage au représentant du Chili, M. Santa Cruz, qui rentre dans son pays. Il rappelle que M. Santa Cruz a joué un rôle de premier plan tant à la Commission économique pour l'Amérique latine qu'à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social qu'il a présidé plusieurs fois. Les membres de la Deuxième Commission n'oublieront pas les principes élevés dont s'inspire M. Santa Cruz qui place l'humanité au-dessus de la patrie et l'homme au-dessus du citoyen.

65. M. ABDELRAZEK (Egypte) s'associe, au nom de sa délégation et de celles des autres pays arabes, à l'hommage que M. Chauvet vient de rendre à M. Santa Cruz.

66. M. SANTA CRUZ (Chili) se déclare très touché par les paroles obligeantes des représentants d'Haïti et de l'Egypte auxquels il adresse ses plus vifs remerciements.

La séance est levée à 17 h. 50.